national de la Belgique, le parti qui préserve ce pays contre l'invasion des idées françaises représentées ici par l'opinion libérale.»¹⁾

D'autres débats sont provoqués à la même époque par la préparation d'un projet de loi sur l'enseignement primaire. Les revendications catholiques formulées par l'évêque de Liège sont jugées excessives. Une fois de plus Fornari se fait l'interprète de la modération, à en croire le comte de Dietrichstein qui adresse, le 7 juillet 1841, à Metternich une note de remarques sur la conduite du diplomate pontifical. Dès maintenant les conditions d'une solution se précisent : la recherche d'un accord avec le parti catholique et la disposition de ce parti à écouter la voix conciliatrice du représentant du Saint-Siège.

Dans le royaume de Prusse la grave crise ouverte par les affaires de Cologne et de Posnanie se dénoue en 1840, après la mort de Frédéric-Guillaume III. Son successeur, le romantique Frédéric-Guillaume IV, s'empresse de liquider toutes les difficultés en renonçant aux droits que ses ancêtres avaient exercés sur leurs sujets catholiques. Bunsen, l'artisan de la « convention secrète » et de l'arrestation de Clément-Auguste est rappelé de Rome et remplacé, fin 1840, par un catholique, le comte Brühl, accompagné d'un conseiller de légation également catholique, von Reumont. Les négociations avancent rapidement. Les sièges vacants sont de nouveau occupés sans aucune pression officielle. A Trèves l'élection d'Arnoldi est enfin agréée. La correspondance avec Rome n'est plus soumise à l'inspection gouvernementale, le placet est aboli.²⁾ L'épiscopat de Prusse se vante d'être le seul de tous les Etats de la Confédération à avoir conquis des libertés aussi vastes. En effet les autres Etats, même (et surtout) catholiques, comme la Bavière, continuent à être régis par les articles josphistes dont les concordats de la première moitié du 19^e siècle ont été entourés. Le roi de Prusse ne trouve rien à redire quand le nouvel archevêque de Cologne, v. Geissel, et celui de Breslau, Diepenbrock, négligent de prêter serment au pouvoir civil. La nouvelle situation répond entièrement aux vœux exprimés par Gœrres dans son *Athanasius* et à l'interprétation qu'il y donne de l'article de la *Bundesakte* consacré à la liberté religieuse : « Die Kirchenfreiheit kann nicht anders ausgelegt und verstanden werden als dass die Kirche ihre eigene Sphäre eingeräumt erhält, innerhalb welcher sie sich, vom Staate ungehemmt, bewegen mag. »³⁾

Tous les catholiques allemands ne partagent pas les idées de Gœrres. Ainsi Franz von Baader, un des représentants du romantisme

¹⁾ Rapport du 14 avril 1842. Voir de Ridder : op. cit.

²⁾ En 1849 la constitution prussienne consacre ces libertés, avec l'article 15 qui déclare que les Eglises administreront seules leurs affaires, et l'art. 18 qui enlève à l'Etat tout droit de nomination, de présentation et de confirmation aux postes ecclésiastiques.

³⁾ *Athanasius*, p. 34.